



BRÈVES ÉCONOMIQUES D'AFRIQUE AUSTRALE

Une publication du SERVICE ÉCONOMIQUE RÉGIONAL

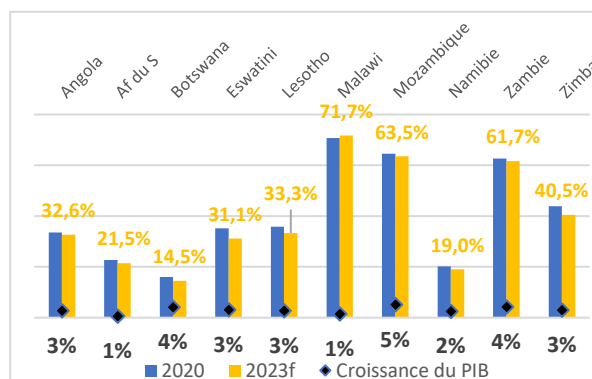
DE PRETORIA

N°20 – 14 mai au 19 mai 2023

Fait saillants :

- **Afrique du Sud** : L'inflation recule au mois d'avril dans plusieurs pays de la zone
- **Afrique du Sud** : Le rand enregistre la pire performance de son histoire
- **Afrique du Sud** : Le ministre des ressources minérales annonce la publication d'un appel d'offres pour un nouveau programme nucléaire au quatrième trimestre
- **Eswatini** : Le FMI publie son rapport d'analyse économique annuel

Zoom sur l'état de la pauvreté dans la sous-région australe



A la suite de ses assemblées de printemps, la Banque mondiale a publié son rapport sur la pauvreté dans le monde (Macro poverty outlook)

Selon ses estimations, malgré une croissance mondiale en ralentissement à 1,8% en 2023 (prévision légèrement inférieure à celle du FMI – 2,5%) et un environnement international dégradé, le taux d'extrême pauvreté (en-deçà d'un seuil de 2,15 USD par jour et par personne) devrait diminuer en Afrique australe entre 2020 et 2023. Il devrait atteindre ainsi 41,6% de la population, soit 1,1 point de moins qu'avant le déclenchement de la pandémie – et 0,1 point de plus/moins qu'en 2022. L'indicateur diminue ainsi pour la quasi-totalité des pays

de la zone : au Lesotho (-1,2%), en Eswatini (-1%), au Mozambique (-0,8%), en Namibie (-0,4%), au Zimbabwe (-0,3%), au Botswana (-0,2%), en Zambie (-0,2%) et en Angola (-0,1%). A l'inverse des tendances observées au niveau régional, l'indicateur augmente au Malawi (+0,4%) et pourrait croître à un niveau supérieur aux estimations sous l'effet du cyclone Freddy, dont les conséquences sur l'économie sont encore incertaines. Si le taux de pauvreté reste stable en Afrique du Sud, ses perspectives d'évolution sont défavorables, en raison d'une croissance de la population supérieure à celle du PIB. L'Afrique australe reste encore très marquée par la pauvreté (71,7% de la population au Malawi, 63,5% au Mozambique et 61,7% en Zambie) et par les inégalités (indices de Gini de 0,63 en Afrique du Sud, 0,59,1 en Namibie, et 0,57,1 en Zambie). Pour rappel, la Banque mondiale a révisé la valeur nominale du seuil international de pauvreté à 2,15 USD par jour et par personne (contre 1,90USD/jour/personne précédemment) pour refléter la hausse des coûts supportés par la population dans les pays à faible revenu. Si ce nouveau seuil, toujours calculé en parité de pouvoir d'achat, ne modifie pas les chiffres d'extrême pauvreté au niveau mondial (700 M de personnes), a en revanche eu tendance à les faire reculer en Afrique sub-saharienne.

Sommaire :

Afrique australe :

- L'inflation recule au mois d'avril dans plusieurs pays de la zone

Afrique du Sud :

- Le chômage repart à la hausse au premier trimestre
- Le Ministre des Finances fait le point sur l'action du Trésor sud-africain
- Les ventes au détail poursuivent leur recul
- Le rand enregistre la pire performance de son histoire
- Le fonds SA SME lève 600 M ZAR supplémentaires d'investissements privés pour son fonds d'investissement multi-gestionnaire
- Le ministre des ressources minérales annonce la publication d'un appel d'offres pour un nouveau programme nucléaire au quatrième trimestre
- Le secteur des télécommunications alerte sur l'impact financier de la crise énergétique
- L'entreprise minière Pan African Ressources fait le point sur sa stratégie de développement des énergies renouvelables

Angola :

- Le gouvernement Angolais a manifesté son intention de renforcer les partenariats économiques avec la France dans le domaine de l'agriculture

Namibie :

- La Namibie révoque la licence d'exploitation du lithium de l'entreprise chinoise, Tangshan XingFeng Spodumene Mining

Zambie :

- La Banque centrale rehausse son taux directeur à 9,5%

Zimbabwe :

- La Banque Africaine de Développement cherche à indemniser les fermiers blancs expropriés sans aggraver la dette publique

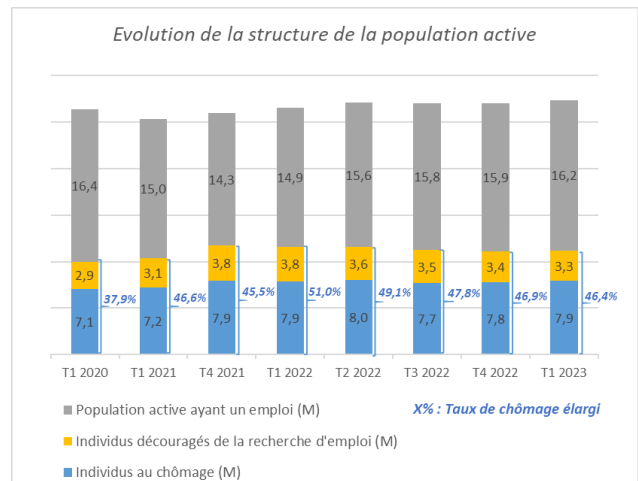
Afrique australe

L'inflation recule au mois d'avril dans plusieurs pays de la zone

Plusieurs agences nationales de statistiques de la sous-région (*BotSats* - Botswana, *INE* - Mozambique, *NamStats* - Namibie et *Zamstats* - Zambie) ont publié cette semaine leurs données sur l'inflation pour le mois d'avril. Bien que les pressions inflationnistes demeurent globalement élevées (supérieures aux fourchettes cible des Banques centrales des quatre pays), la hausse des prix ralentit, une évolution qui s'observe au niveau mondial. Au Botswana, le taux d'inflation sur un an diminue ainsi de deux points, à 7,9% sur un an, contre 9,9% sur un an le mois précédent – soit son plus bas niveau depuis avril 2021. Au Mozambique, l'indicateur recule de 1,2 point, passant sous la barre des deux chiffres (à 9,6%). En Namibie, l'inflation atteint enfin 6,1% (-1,1 point), après sept mois de stagnation aux alentours des 7%. Cette évolution s'explique notamment par la dynamique baissière observée sur les cours mondiaux des denrées alimentaires (céréales notamment) et du pétrole (le prix du baril a ainsi atteint 75 USD en moyenne au mois d'avril, soit -environ 40% de moins qu'à la même période de l'année précédente) - alors que les dépenses alimentaires et de transports sont parmi les deux principaux postes de dépenses dans les économies de la zone. A noter par ailleurs la modification du régime de TVA au Botswana : les équipements agricoles, les produits alimentaires, pétroliers, et sanitaires de base sont désormais exemptés de TVA ou taxés à 0%. De même, l'exemption sur les soins médicaux a été étendue aux soins privés. A l'inverse de la tendance régionale, on observe un léger rebond de l'inflation en Zambie (+0,3 point à 10,2%), en lien notamment avec l'effet décalé de la dépréciation de la devise locale face au dollar au mois de mars (-16,8% sur le premier trimestre 2023, pour atteindre la parité de 19,52 ZMW pour 1 USD).

Afrique du Sud

Le chômage repart à la hausse au premier trimestre (StatsSA)



Selon l'agence nationale de statistiques (*Stats SA*), le taux de chômage a atteint 32,9% de la population active au premier trimestre 2023, contre 32,7% au dernier trimestre 2022. L'indicateur, qui avait atteint un pic à 35,1M au dernier trimestre 2021, repart donc à la hausse après quatre mois de baisse consécutifs. Cette mauvaise performance témoigne de l'incapacité de l'économie sud-africaine à créer durablement un nombre suffisant d'emplois pour faire face à la croissance de la population, dans un contexte économique qui reste particulièrement dégradé (prévisions de croissance quasi-nulles pour 2023, crise énergétique sans précédent). La population active a en effet nettement progressé (+437 000 individus) sur la période, à un rythme près de deux fois supérieur au nombre d'emplois créés (+258 000). Le nombre de travailleurs atteint 16,2 M, soit toujours 200 000 de moins qu'avant la période covid. Les secteurs qui ont le plus contribué à la création de postes de travail sont la finance (+184 000) et les services sociaux et de proximité (+175 000). A l'inverse, certains secteurs ont vu leur force de travail se contracter, notamment les services à domicile (-85 000). Le taux de chômage élargi, qui prend en compte les personnes reclassées dans la catégorie inactive car découragées de la recherche d'emplois recule toutefois légèrement (-0,5 point), pour atteindre 46,4% de la population.

Le Ministre des Finances fait le point sur l'action du Trésor sud-africain (*National Treasury*)

Le 16 mai, le Ministre des Finances E. Gogondwana a présenté au Parlement le plan annuel de performances du *National Treasury* pour l'exercice 2023/2024. Il est notamment revenu sur la situation économique et les actions entreprises par le NT ces derniers mois. Il a ainsi rappelé les risques de dégradation de la situation budgétaire par rapport à la trajectoire présentée dans le budget initial en février. La hausse de salaire octroyée aux fonctionnaires dans le plan biennal adopté au mois de mars (+7,5% sur l'exercice 2023/2024, et augmentation indexée à l'inflation en 2024/25) est nettement supérieure à ce qui avait été inscrit un mois plus tôt dans le budget (+1,6%). Cette hausse devrait entraîner une hausse des dépenses de 37,4 Mds ZAR (1,8 Md EUR, soit 3% du total des dépenses prévues). Les recettes inscrites dans le budget, basées sur des hypothèses particulièrement optimistes (croissance de +0,9% en 2023, contre +0,1% pour le FMI) devront par ailleurs certainement être revues à la baisse. Le ministre rappelle par ailleurs l'importance d'accélérer la mise en place des réformes structurelles (mise en place d'incitations fiscales visant à développer l'auto-génération électrique, revue du cadre réglementaire pour les appels d'offres).

Les ventes au détail poursuivent leur recul (*StatSA*)

Selon l'agence nationale de statistiques (*StatsSA*), les ventes au détail ont reculé de 1% au premier trimestre 2023 par rapport à la même période de l'année précédente. Ce recul s'explique par la mauvaise performance de six secteurs sur sept, et en particulier des magasins de « quincaillerie, peinture et verre » (- 5,7%, une contribution négative de 0,5 point), des « revendeurs généraux » (-1%, soit -0,4 point) et des « magasins de produits alimentaires » (-4,8%, soit -0,4 point). A l'inverse, le secteur des « magasins d'habillement » enregistre une croissance importante (+4,7%, soit une contribution positive de 0,8 point). Cette évolution générale illustre le pessimisme des consommateurs sud-africains, confrontés à une

baisse de leur pouvoir d'achat dans un contexte de pressions inflationnistes toujours élevées.

Le rand enregistre la pire performance de son histoire (*BusinessDay*)

Le 12 mai, le rand, marqué par une très forte volatilité, a enregistré la pire performance de son histoire. Si la devise sud-africaine ne s'est dépréciée « que » de 0,8% vis-à-vis de l'USD et de 0,3% vis-à-vis de l'EUR sur la journée, il a enregistré un plongeon de 2% en quelques heures, pour atteindre la parité de 19,5 ZAR pour 1 USD et 21,33 ZAR pour 1 EUR, soit son niveau le plus faible jamais enregistré. Ce mouvement soudain a été notamment provoqué par un sursaut de tensions entre les Etats-Unis et l'Afrique du Sud. Le jeudi 11 mai, l'ambassadeur américain en Afrique du Sud, Reuben E. Brigety, a en effet accusé le pays de fournir des armes à la Russie. Cette déclaration est intervenue dans un contexte déjà difficile, alors que les Etats-Unis réexaminent l'opportunité de la participation de l'Afrique du Sud à l'*African Growth and Opportunity Act* (AGOA - accord économique octroyant notamment des exemptions de droit de douane pour certains produits sud-africains exportés vers les Etats-Unis). Une exclusion de l'accord aurait un impact désastreux sur l'économie sud-africaine, les flux commerciaux avec les Etats-Unis ayant atteint 21,4 Mds USD (18,9 Md EUR) en 2022, soit 10% du total du commerce bilatéral de la puissance africaine. Ces accusations (démenties par l'Afrique du Sud) ont entraîné un emballement des marchés et une volatilité accrue de la devise sud-africaine. Cet épisode intervient alors que la monnaie locale se déprécie depuis le début de l'année 2022 (-20% sur un an face à l'USD et -23,6% face à l'EUR), tendance qui s'est intensifiée depuis le début de l'année 2023 (-13,6% depuis le 1^{er} janvier pour l'USD et -14,4% pour l'EUR).

Le fonds SA SME lève 600 M ZAR supplémentaires d'investissements privés pour son fonds d'investissement multi-gestionnaire (*BusinessDay*)

Le fonds SA SME a annoncé avoir levé 600 M ZAR (29 MEUR) auprès d'investisseurs du secteur privé à l'issue d'un nouveau tour de table portant la capitalisation totale du fonds à 2,3 Mds ZAR. SA SME est un fonds issu d'une coopération

public/privé lancée en 2015 pour soutenir les PME et les start-ups en Afrique du Sud via un investissement indépendant dans des fonds partenaires de capital-risque (*opération fund-to-funds ou d'investissement multi-gestionnaire*), notamment des fonds de croissance et à impact social. SA SME Fund est le premier investisseur institutionnel de capital-risque (VC) du pays. Il regroupe 52 entreprises cotées au Johannesburg Stock Exchange et la Public Investment Corporation (PIC – qui gère les fonds de pension des employés du gouvernement). Le fonds a investi à ce jour dans seize fonds de capital-risque. Pour rappel, l'investissement en fonds de capital-risque (VC) est une sous-branche de l'investissement capital-investissement (*private-equity*) orientée vers les petites entreprises à fort potentiel de croissance, dont l'accès aux financements extérieurs (endettement bancaires, accès aux marchés de capitaux) est restreint. Ce financement peut s'accompagner d'un accompagnement technique.

Le ministre des ressources minérales annonce la publication d'un appel d'offres pour un nouveau programme nucléaire au quatrième trimestre 2023 (Gov.ZA)

Le 16 mai, le ministre des ressources minérales et de l'énergie, M. Gwede Mantashe a présenté au Parlement le budget de son Ministère pour l'exercice 2023/2024, d'un montant total d'environ 10,7 Mds ZAR (510 M EUR) – un budget stable comparativement à l'exercice précédent (10,4 Mds ZAR). Dans son discours, il a notamment annoncé que l'appel d'offre pour le nouveau programme nucléaire civil (2,5 GW de capacités supplémentaires) devrait être publié au cours du quatrième trimestre 2023 et complété dans le courant de l'année 2024 – témoignant d'une volonté politique sud-africaine en faveur de la filière nucléaire. Le gouvernement devrait favoriser des installations modulaires (réacteur SMR). Pour rappel, l'Afrique du Sud est le seul pays du continent africain à disposer d'une centrale nucléaire (site de Koeberg, près de la ville du Cap - 3,5 GWh), mis en service dans les années 1985. Par ailleurs, le ministre a annoncé la publication prochaine de deux appels d'offres pour le deuxième et quatrième trimestre

2023, visant à développer 10 GW de capacités issues d'énergies renouvelables (Bid Windows 7 et 8 du programme - *Renewable Energy Independent Power Producer Procurement Programme*), l'acquisition de systèmes de stockage en batterie (1,23 GW) et le développement des capacités de gaz (3 GW). Il a enfin confirmé que la stratégie énergétique nationale (IRP 2019) était bien en cours de révision et qu'une nouvelle version devrait être présentée au Président Ramaphosa entre juillet et septembre. Ces annonces s'inscrivent dans une série de mesures visant à sortir de la crise énergétique historique que traverse actuellement le pays (8 GW de déficit de capacité de production). Néanmoins le déficit de capacité de transmission (8000 km en 2021) pourrait entraver ces futurs développements.

Le secteur des télécommunications alerte sur l'impact financier de la crise énergétique (BusinessDay)

L'Association Communication et Technologie (ACT), qui regroupe notamment les opérateurs Telkom, Vodacom et MTN, a alerté sur l'impact croissant des difficultés d'approvisionnement en électricité sur les résultats financiers des entreprises du secteur. Pour MTN, l'impact des délestages électriques devrait ainsi atteindre jusqu'à 1,5 Mds ZAR (72MEUR) sur l'année 2023 selon les projections de l'opérateur. Vodacom a également déclaré avoir investi 4 Mds ZAR (191 M EUR) depuis 2020 dans des équipements de secours, ce qui a grandement entravé les investissements du groupe dans le développement de nouvelles technologies (réseau 5G par exemple). Les entreprises de télécommunications ont également souligné des actes de vandalisme de plus en plus fréquents sur leurs infrastructures (antennes, câble de fibre optique, etc.), qui pèsent également sur leurs coûts de fonctionnement. L'ACT a ainsi soumis au Ministre des télécom, Mondli Gungubele, une liste de propositions pour un plan de soutien au secteur (rabais sur le diesel pour les opérateurs, simplification du cadre réglementaire pour faciliter le recours à des fréquences temporaires, etc.) – aucune des propositions n'a toutefois été reprise par le Ministre lors de la présentation du budget de son ministère le 17 mai. En revanche, les délestages ont entraîné une augmentation de

l'utilisation des données mobiles (en raison notamment de l'indisponibilité des lignes fixes), créant ainsi une opportunité économique pour les opérateurs – Vodacom enregistre ainsi une augmentation de 45,4% de la demande de données au quatrième trimestre.

L'entreprise minière Pan African Ressources fait le point sur sa stratégie de développement des énergies renouvelables (AgenceEcofin, Panafricanresources)

Le 15 mai, l'entreprise sud-africaine de production d'or Pan African Resources a publié un communiqué adressé à ses actionnaires dans lequel elle fait le point sur les avancées de son programme de développement des énergies renouvelables. Elle a notamment annoncé avoir conclu un accord (PPA) avec l'entreprise Sturdee Energy pour la fourniture de 40 MWh d'énergie solaire, sur une durée de 10 ans. De plus, l'entreprise a lancé l'installation de panneaux solaires sur le site de la mine de Barberton (capacités de 8,75 MWh) - accord avec la société JUWI, parmi les leaders du secteur. Enfin, elle précise que deux études de faisabilité sont en cours pour installer des capacités solaires supplémentaires dans deux de ses mines (Evander et Mogale). Pour rappel, Pan African Resources a mis en place une stratégie ambitieuse de développement des énergies renouvelables: l'entreprise ambitionne ainsi d'avoir recours aux ENR pour près de 30% de sa consommation énergétique – ce qui devrait lui permettre de réduire de 137 000 t ses émissions de CO2 et d'économiser environ 150 M ZAR (7 MEUR) par an. Cette initiative témoigne de la volonté croissante de l'industrie minière d'adopter l'énergie solaire, alors que le secteur est réputé énergivore et polluant (42% de sa consommation énergétique provenait du pétrole et du charbon en 2018). **A noter par ailleurs que le producteur international d'énergie solaire Phelan Energy Group, a annoncé mi-mai avoir raccordé au réseau électrique une centrale solaire photovoltaïque de 86 MW dans la province sud-africaine du Cap Nord.**

Angola

Le gouvernement Angolais a manifesté son intention de renforcer les partenariats économiques avec la France dans le domaine de l'agriculture(jornaloguardiao)

Lors de sa visite officielle à Paris, le ministre de l'Économie et de la planification, Mário Caetano João, accompagné des Secrétaire d'Etat à l'Agriculture João Cunha et du Commerce Amadeu Nunes, a présidé le colloque « Pourquoi l'Angola ? 2023 » lequel a affirmé sa volonté de développer le secteur non-pétrolier. Cette rencontre entre le gouvernement angolais et les acteurs économiques français fait suite à la visite du président de la République, Emmanuel Macron, à Luanda début mars, qui a renforcé la politique de rapprochement économique entre les deux pays, en particulier dans le secteur de l'agro-industrie, selon la déclaration du ministre. Pour rappel, le Président Lourenço souhaite diversifier son économie, très dépendante des ressources pétrolières (40% du PIB), en développant notamment l'agriculture. En effet, le secteur est encore peu exploité avec 80% de la consommation agricole et alimentaire du pays importé et seulement 16 % des terres arables disponibles mises en culture.

Namibie

La Namibie révoque la licence d'exploitation du lithium de l'entreprise chinoise Xing Feng (AgenceEcofin)

Le ministère des Mines a annoncé révoquer, pour non-respect des normes en vigueur, la licence de l'entreprise chinoise Xing Feng qui exploitait la principale mine de lithium du pays, située près d'Omaruru, dans le centre du pays. Les autorités namibiennes exigent la cessation des activités d'ici le 31 mai 2023. Pour rappel, la demande de lithium devrait fortement augmenter dans les années à venir (avec une augmentation annuelle de la demande estimée à 40 % d'ici à 2040 dans le scénario de développement durable –Agence Internationale de l'Énergie), alors qu'il s'agit d'un minéral stratégique dans la transition énergétique – composant principal des batteries

de véhicules électriques. La Namibie souhaite ainsi développer ce secteur en attirant les investissements internationaux. De nombreux projets de mines de lithium sont ainsi à l'étude, notamment portés par des entreprises australiennes (Prospect Resources, Lepidico, Askari Metals). A noter que la Chine reste présente dans le secteur en Namibie via des participations de l'entreprise Jiangxi Jinhui Lithium Co dans les mines de Rubicon et Helikon, opérées en partenariat avec la société canadienne Desert Lions Company.

Zambia

La Banque centrale rehausse son taux directeur à 9,5% (*Bank of Zambia*)

Le comité de politique monétaire de la banque centrale (*Bank of Zambia*) a relevé son taux directeur de 0,25 point, à 9,5%, lors de sa réunion des 15 et 16 mai. Lors de la précédente réunion du comité (au mois de février), la BoZ avait déjà procédé à une hausse du taux de la même magnitude. Dans un contexte attentiste marqué par la poursuite des discussions sur la restructuration de la dette extérieure du pays, l'institution monétaire peine à endiguer le niveau élevé de l'inflation (+10,2% sur un an au mois d'avril). Elle a par ailleurs relevé ses prévisions, tablant désormais sur une hausse des prix de 10,5% en 2023 – soit 0,6 point de plus que les anticipations de février. La hausse des prix devrait ainsi rester nettement supérieure à sa fourchette cible (6 à 8%) jusqu'au second trimestre 2025.

avaient été expulsés par le président Mugabe dans le cadre de la réforme agraire des années 2000 (environ 4500 grands propriétaires). Pour rappel, le gouvernement zimbabwéen avait signé, en juillet 2020, un accord d'indemnisation avec les propriétaires blancs expropriés, d'un montant de 3,5 Mds USD. Toutefois, il y a quelques mois, les expropriés avaient refusé une compensation via des bons du Trésor sur une période de dix ans. Cette proposition avait été formulée par le Ministre des Finances dans le budget pour l'exercice 2023/2024, présenté en février. L'instrument financier privilégié par la BAfD n'est pas encore définie, mais il ne devrait pas avoir d'impact sur l'endettement du pays, qui atteint déjà un niveau préoccupant (92,8% du PIB en décembre 2022).

Zimbabwe

La Banque Africaine de Développement cherche à indemniser les fermiers blancs expropriés sans aggraver la dette publique (*AgenceEcofin*)

Le 15 mai, le président de la BAfD, Mr Akinwu Adesina, a annoncé que l'institution financière allait apporter son soutien au Zimbabwe pour financer l'indemnisation des fermiers blancs qui

 Evolution des principales monnaies de la zone par rapport au dollar américain

	Taux de change au	Evolution des taux de change USD (%)			
	18/05/2023	Sur 1 semaine	Sur 1 mois	Sur 1 an	Depuis le 1 ^{er} janvier
Afrique du Sud	19,34 ZAR	-1,6%	-6,0%	-18,1%	-12,1%
Angola	536,7 AOA	-5,5%	-5,8%	-23,5%	-6,2%
Botswana	13,4 BWP	-1,3%	-3,0%	-10,2%	-5,7%
Mozambique	63,2 MZN	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%
Zambie	18,6 ZMW	-2,1%	-3,7%	-8,5%	-2,8%

Note de lecture : un signe positif indique une appréciation de la monnaie.

Source : OANDA (2022)

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.

Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations :

www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

Responsable de la publication : SER de Pretoria

Rédacteurs :

Léopold VINOT et Marie DESJEUX

SE de Luanda

revu par Claire JOLLY, Flora BOUBOUR,
Antoine WILLENBUCHER et Pierre Finot



MINISTÈRE
DE L'ÉCONOMIE,
DES FINANCES
ET DE LA SOUVERAINETÉ
INDUSTRIELLE ET NUMÉRIQUE

Liberté
Égalité
Fraternité